

Congrès du PS à Brest
Discours de Lionel Jospin, Premier ministre
23 novembre 1997

Chers camarades, vous ne pouvez même pas souffler...

En effet, mon titre éphémère et finissant de premier secrétaire, ce beau titre que m'ont donné les militants une deuxième fois en 1995, me vaut de clore ce congrès.

Je suis devant vous heureux, fier et confiant. Pardonnez-moi si des mots qui ressemblent à ceux que Français vient d'utiliser viennent spontanément à ma pensée ou à ma bouche, sans doute parce que nos émotions sont communes et que nos analyses sont proches.

Oui, je suis heureux, heureux d'être en Bretagne, d'effacer par ce congrès un autre congrès dont nous avons gardé mauvaise mémoire, même si l'honnêteté devant vous me conduit à dire que j'en étais un des protagonistes ; c'est peut-être parce qu'avec d'autres j'en ai tiré des leçons que de retour à la tête du parti je me suis efforcé de les rassembler davantage. (*Applaudissements*)



Lionel Jospin à la tribune du congrès du PS à Brest, 23 nov. 1997.
(Coll. FJJ-Pierre Guéna)

Je suis heureux de saluer Pierre Maille, le maire de Brest, et François Cuillandre, le premier secrétaire de cette fédération... (*Applaudissements*)...

Heureux de retrouver les ministres bretons, Louis Le Pensec, Charles Josselin, Marylise Lebranchu.

Heureux de saluer les élus et les militants de cette région et de ce département qui ont fait la beauté, la solidité de ce congrès.

Je suis heureux d'honorer le socialisme en Bretagne, ses conquêtes, sur une terre qui n'était pas prête *a priori* à l'accueillir, forcent l'admiration. Son enracinement, son sens de l'innovation, son esprit de sérieux, voilà qui nous honore, car si nous honorons ici par notre présence le socialisme breton, à quel point ce socialisme en Bretagne ne rejaillit-il pas sur la réputation de notre formation politique ?

Sa capacité de synthèse, de réunion entre la tradition laïque et un certain progressisme chrétien, cette région où l'on a su dépasser l'opposition que j'ai souvent personnellement trouvée factice entre la première et la deuxième gauche. Je sais que si Jean Poperen était là il ne partagerait peut-être pas tout à fait cette affirmation, mais je me sens en continuité avec moi-même, avec ce que je disais jeune responsable national de notre formation politique en 1977 à Nantes - dont je ne sais pas si elle est bretonne cette ville, c'est une question qui se discute... (*Applaudissements*)

À Nantes, quand je disais face à une intervention, celle de Michel, que je ne croyais pas à la distinction entre les deux cultures, que je me sentais personnellement profondément lié à ces deux cultures, à ces deux gauches, que la vocation du Parti socialiste pour devenir une force majoritaire en France était de défendre ces deux cultures sans qu'elles se dissolvent, mais dans une synthèse novatrice et heureuse, nous l'avons faite et nous avons gagné, notamment grâce à la Bretagne. (*Vifs applaudissements*)

Oui, je suis heureux de saluer la Bretagne, nous mesurons les difficultés et les inquiétudes qui existent dans certains secteurs de son activité économique. Les préoccupations des agriculteurs face à la réforme de la politique agricole commune - mais Louis est là qui veille avec nous ; les inquiétudes beaucoup plus graves qui assaillent les hommes des chantiers navals.

Je voudrais à cet égard remercier profondément les syndicalistes, les manifestants, qui se sont exprimés autour de leurs revendications, autour de leurs inquiétudes, autour de leurs exigences, au début de ce congrès mais qui l'ont fait en respectant profondément le déroulement du congrès d'une formation démocratique française. (*Applaudissements*)

C'est vrai - j'avais dit à Pierre Maille que je le dirais - que j'ai été de ceux qui hésitaient finalement à faire en sorte que ce congrès se tienne ici, peut-être marqué par la colère et l'injustice de cette colère - même si j'en comprends les

sources - je me disais que je ne souhaitais pas que le congrès de notre formation politique se tienne dans des conditions qui n'auraient pas, je crois, correspondu au style, à l'état d'esprit de ce gouvernement, à la façon dont il veut se lier et nouer des liens avec le peuple, avec ses différents secteurs, sans en avoir la moindre crainte.

C'est en grande partie parce que François l'a voulu, parce que la direction l'a décidé, mais parce que les élus de Bretagne nous en ont convaincu, que nous avons maintenu ici ce rendez-vous, nous avons fait confiance aux Bretons, nous avons fait confiance à ces militants souvent pourtant très énergiques, ils nous l'ont rendu par un geste d'élégance, de courtoisie et d'accueil qui me va au cœur et dont je les remercie. (*Vifs applaudissements*)

Aux côtés des élus de cette ville, aux côté des élus de cette région et de ce littoral, d'autres villes sont touchées, je le sais. Le gouvernement s'efforce de trouver des réponses.

En répondant à l'urgence sociale et économique, grâce à d'importantes mesures de soutien de l'activité et d'accompagnement social, en préparant l'avenir, aussi et surtout, grâce à une politique active de diversification économique.

Mais la Bretagne, ce n'est pas que des difficultés, c'est une puissance formidable de résistance à l'adversité. C'est une capacité à bâtir l'avenir, c'est un goût aventureux pour l'ouverture sur le monde, c'est une faculté, en même temps, de s'enraciner naturellement dans son identité, autour de sa langue ou de ses langues et autour de sa culture. Cet enracinement et cette ouverture sur le monde, n'est-ce pas justement le message que nous devons tenir aux Français aujourd'hui pour qu'ils restent fiers d'être une grande nation, pour qu'ils conservent leur identité et, en même temps, qu'ils ne se ferment pas, qu'ils ne se replient pas, mais s'ouvrent sur les défis et les chances du monde ?

C'est bien la politique de mon gouvernement, c'est bien la politique que veut le Parti socialiste. (*Applaudissements*)

Mais il n'y a pas que les Bretons. Il y a tous les autres, ceux de ma région, ceux de mon département, ceux de tous les départements de France. Oui, je suis heureux de vous retrouver tous, vous les socialistes, les délégués, mais par-là même, les représentants des militants. Car ce sont les militants qui ont remis notre formation politique sur les rails avec les États généraux après la défaite de 1993. (*Applaudissements*)

Car ce sont les militants qui, pour la première fois dans notre formation politique, ont choisi le candidat à l'élection présidentielle, qui, pour la première

fois aussi, en 1995, ont choisi le premier secrétaire du Parti socialiste. Ce sont les militants qui constituent la masse vivante de ce parti et c'est à eux, plus qu'à d'autres encore, que va ma pensée au moment où je vous dis au revoir.
(Applaudissements)

Je suis heureux, mais je suis fier.

Je suis rentré au Parti socialiste en 1971 - j'ai dit rentré et pas entré, c'est finalement plus significatif qu'il n'y paraît puisque né dans une famille socialiste, seules les dérives de la décolonisation m'avaient empêché de rejoindre la formation politique où j'aurais dû me retrouver naturellement - je suis rentré au Parti socialiste en 1971 pour le socialisme, ses idées et avec François Mitterrand. *(Applaudissements)*

J'ai accédé à la première responsabilité en 1981, après la victoire présidentielle de François Mitterrand, j'ai dirigé notre parti pendant tout le premier septennat. Après Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Henri Emmanuelli, j'ai à nouveau conduit le Parti socialiste pendant deux ans après 1995.

Je vais laisser la place, sans doute, à François Hollande, mais nos militants le diront jeudi soir dans nos sections.

Ce n'est pas à moi, ici, et François l'a esquissé, de dire le chemin parcouru depuis le congrès de Liévin. Nous savons tous ce que nous avons fait parce que nous avons tracé ce chemin ensemble.

Et puis, mes amis les observateurs de la presse m'attendent là ! Ils ont déjà presque écrit que j'allais comparer hier et aujourd'hui avec un brin de vantardise, et moi, je crois qu'il ne faut jamais être tout à fait là où on vous attend... *(Rires)*

Donc, je ne m'exprimerai pas sur ce sujet.

Je reviendrai un peu plus en arrière. Je partirai des vingt-cinq années qui viennent après 1971 pour dire que nous avons connu de grands accomplissements dans notre action collective, des moments d'exaltation et de joie intense, avec les victoires de François Mitterrand et particulièrement, bien sûr, avec celle de 1981. *(Applaudissements)*

Et puis, dans d'autres périodes, notamment dans la deuxième partie de ce second septennat, nous nous sommes trouvés pires que dans des défaites finalement, dans des phases où des comportements au pouvoir, des révélations nous ont comme désaccordés, nous ont mis comme en rupture avec nous-

mêmes.

Mais en même temps, chers camarades, chers amis, dans cette histoire du socialisme démocratique depuis la fin du siècle dernier, ou dans cette histoire du socialisme démocratique telle que nous l'avons vécue, telle que nous l'avons bâtie ensemble depuis 25 ans, il n'y a rien qui relève de la tragédie historique. Il n'y a rien qui s'apparente à une grande mystification collective. Il n'y a rien qui puisse nous laisser un goût de cendre ou d'amertume dans la bouche.

Il y a le relativisme du pouvoir, il y a des dérives que nous ne voulons plus voir renaître, il y a une déception que nous avons parfois ressentie. Et si j'ai pu jouer un rôle utile depuis 1995, au-delà de la victoire que nous venons de remporter, c'est peut-être parce que je me suis efforcé de contribuer à nous réaccorder, à nous réunifier, à nous réconcilier avec nous-mêmes dans une action qui s'efforce de ressembler, autant que possible, aux proclamations et à la pensée.

Je suis fier, mes chers camarades, mais ma tête, pas plus que la vôtre, n'a enflé. Ni vous, ni moi ne nous laissons amuser, voire abuser, par ces histoires de sacre, de « jospinomania ». Ce n'est ni votre culture, ni la mienne. C'est contre cela que je me suis parfois dressé face aux réalités et aux délices du pouvoir. J'ai des défauts et des qualités, mais en règle générale, je suis constant et je ne change pas de point de vue sur les méthodes, sur les comportements ou sur les choses. Si ma position a changé, alors, je veux tout simplement que nous fassions vivre ensemble une expérience démocratique avec les Français et entre les socialistes. (*Applaudissements*)

Nous venons de gagner, nous sommes rassemblés. Nous essayons de travailler correctement. Les Français, pour le moment, pour le moment, ont l'air plutôt satisfaits. Faut-il s'en excuser ? Faut-il être déchirés pour monter que l'on a des idées ? A ce moment-là, les idées sont à droite et ce n'est pas ce qui apparaît ! Faut-il être impopulaire pour prouver que l'on reste à sa place et respectueux de la démocratie ? Mais il me semble avoir gardé pourtant le souvenir d'un gouvernement récent qui cumulait l'arrogance et l'impopularité ! (*Applaudissements*)

Alors, je suis confiant, mais on peut être confiant et rester lucide. Je sais que la rénovation de notre parti reste à poursuivre, même si c'est une nouvelle direction qui aura à y veiller. Je mesure surtout l'ampleur de la tâche qui est celle du gouvernement, la difficulté des obstacles qui sont devant nous, les attentes de l'opinion. Nous essaierons, tout simplement, d'y répondre.

Ce congrès, mes chers camarades, est pour moi un peu particulier. Nous

devions en faire un congrès de conquête du pouvoir, et nous sommes face à un congrès d'exercice du pouvoir ! Je ne pensais pas y faire mes premiers pas de Premier ministre et j'y fais mes derniers pas de Premier secrétaire !

Ce que je vais vous dire maintenant, qui relève plus du Premier ministre que du Premier secrétaire (j'ai le sens du glissement qui s'opère), c'est d'abord ce que nous avons fait depuis six mois et peut-être aussi un peu ce que nous allons faire.

Je dois d'abord, comme Premier ministre, vous rendre compte de ce que nous avons fait en six mois, pas seulement à vous, bien sûr, le gouvernement est comptable de ses actes d'abord devant les Français, il a été élu par eux et c'est eux que nous devons servir, c'est eux que nous devons entraîner, c'est eux que nous devons convaincre, c'est eux qui peuvent nous sanctionner s'ils le désirent.

Le gouvernement est responsable aussi devant la gauche parce qu'il émane d'elle, de cette gauche plurielle dont on moquait l'épithète il y a encore quelques mois et dont certains voudraient bien s'inspirer aujourd'hui pour trouver un masque à leurs divisions et à leurs déchirements. Oui, cette gauche plurielle qui, depuis le 1^{er} juin, a montré sa cohérence, sa plasticité, la force même que lui donne sa diversité.

Mais bien sûr, ce gouvernement est lié naturellement à vous parce que beaucoup de ministres et moi-même sommes sortis de ces rangs et sont ici devant moi pour vous représenter. Nous cherchons, bien sûr, à agir pour l'intérêt général, mais nous sommes et nous restons des socialistes.

Qu'avons-nous fait depuis six mois ?

Eh bien, peut-être (et cela explique en partie l'attitude des Français à notre égard, d'intérêt, d'une forme de respect, en tout cas, d'attention pour ce que nous faisons ou pour ce que nous essayons de faire), nous avons tout simplement gouverné. Le gouvernement que je conduis est un vrai gouvernement. C'est un organe politique composé d'hommes et de femmes, fait de personnalités politiques fortes et compétentes, et mon rôle de Premier ministre n'est pas d'absorber l'énergie de mes ministres, mais de m'appuyer, au contraire, sur leurs compétences, leurs talents, leurs personnalités pour, à partir de là, diffuser une énergie plus forte au service de l'action gouvernementale et dans l'intérêt des Français.

Ce gouvernement est un organisme collégial, resserré, débattant librement de ses orientations. J'avais souffert qu'il n'en soit pas toujours ainsi dans les

gouvernements de la V^e République. J'avais dit, notamment à Liévin, qu'il faudrait bâtir, concevoir autrement le fonctionnement d'un cabinet dans une grande démocratie moderne. Nous sommes aux responsabilités, je le fais et nous le faisons avec le gouvernement qui vous représente. (*Applaudissements*)

C'est aussi un organe exécutif, c'est-à-dire qui décide après arbitrage, qui agit et qui veille à la mise en oeuvre sur le terrain de ses décisions.

Gouverner, pour nous, ce n'est pas administrer les choses de façon technocratique, c'est s'adresser aux hommes et aux femmes démocratiquement, c'est-à-dire à partir de leurs problèmes, agir en tenant compte de leurs réactions, les associer à nos démarches, infléchir, quand cela est nécessaire.

Entre le passage en force et l'immobilisme, il y a place pour la réforme discutée, préparée, expliquée et alors peut-être, avec plus de chance, acceptée par ceux à qui elle s'applique.



Congrès du PS à Brest, 21-23 nov. 1997 : Lionel Jospin à la table de la fédération de Haute-Garonne. (Coll. FJJ-Pierre Guéna)

Gouverner, c'est se saisir des problèmes et les traiter.

Combien de projets avons-nous trouvés en panne en arrivant au gouvernement ?

Combien de mesures n'étaient pas budgétées et financées, mais avaient été proclamées sur la place publique ?

Combien de dossiers avaient été ouverts, mais étaient restés ouverts en friche, sans que les conclusions n'arrivent ?

Alors, gouverner, c'est se saisir des problèmes.

Des problèmes à l'école.

Ce sont les maîtres-auxiliaires qui devaient être licenciés et que nous réembauchons.

Ce sont les classes fermées que nous rouvrons. *(Applaudissements)*

Ce sont les gosses qui ne pouvaient plus manger à la cantine et qui pourront y retourner quel que soit le revenu des familles. *(Très vifs applaudissements)*

C'est une lutte résolue contre la violence parce que le savoir ne peut pas être enseigné dans la violence, parce que le maître doit être respecté par ceux à qui il parle, parce que la communauté éducative doit être une image de la fraternité et non pas subir la violence urbaine, la violence extérieure. *(Vifs applaudissements)*

C'est l'action, mais aussi des réformes audacieuses, nécessaires, qui seront faites avec les enseignants mais dont les représentants devront, eux aussi, accepter de bouger. *(Applaudissements)*

(Une mouche s'étant posée sur la tête de Lionel Jospin...)

... Il y a toujours un petit détail qui vient vous expliquer que la vie est là... Là, c'était un insecte... *(Rires)*

J'aimerais que ce soit une coccinelle et qu'elle se soit envolée... *(Applaudissements)*

C'est traiter les problèmes de l'immigration avec la volonté de respecter, de restaurer les droits de la personne humaine, de maîtriser en même temps les flux migratoires parce que cela est nécessaire et, par-là même, de cesser de faire jouer à l'immigré le rôle de bouc-émissaire des passions françaises, quand ce sont les passions les moins saines ! *(Applaudissements)*

C'est la protection sociale que nous entendons maîtriser, mais pas maîtriser de façon comptable, technocratique, centralisée, que nous ne voulons pas maîtriser en pressurant l'hôpital public, qui a au contraire trouvé dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale des marges plus grandes. Non, nous devons le faire en associant de façon consciente les acteurs du système de la santé et de la protection sociale à sa nécessaire rénovation.

C'est un budget de la nation qui était, paraît-il, impossible à faire, qui a, paraît-il, justifié tel ou tel acte politique et que nous avons élaboré sans drame, en maîtrisant les équilibres nécessaires mais en veillant en même temps à ne pas casser les perspectives de croissance sur lesquelles nous allons fonder notre politique dans les années qui viennent. (*Applaudissements*)

C'est l'insécurité, qu'il faut aborder de front, sans l'isoler bien sûr des causes sociales qui la nourrissent, mais en la traitant en même temps pour ce qu'elle est : une souffrance et une inégalité de plus pour les plus faibles dans notre société. (*Applaudissements*)

C'est la bataille de l'avenir que nous engageons, avec la construction progressive de grands groupes industriels français et européens, avec l'effort qui portera sur les nouvelles technologies, avec l'aide à la prise de risque pour les petites et moyennes entreprises.

Si les Français pour le moment nous accompagnent, c'est peut-être parce qu'ils ont l'impression qu'ils sont gouvernés par des gens honorables, par des ministres qui travaillent, par des femmes et des hommes qui ne croient pas avoir la science infuse, qui dialoguent avec leurs représentants, en somme qui essaient de gouverner comme il est normal de le faire dans un pays moderne et démocratique. (*Applaudissements*)

Nous avons gouverné, mais nous avons aussi amorcé une rupture avec la passivité et avec l'orthodoxie.

Les Français en ont assez, ils l'ont dit à plusieurs reprises et de façon contradictoire (mais dans ces contradictions mêmes, le message était toujours identique), ils en ont assez de ces gouvernants qui leur disent que rien n'est possible, qu'il faut s'incliner devant le cours des choses, car si rien n'est possible, pourquoi des gouvernants s'arrogeraient-ils le droit de gouverner ? (*Vifs applaudissements*)

Alors, nous avons dit qu'il était possible d'agir et nous avons commencé à le faire, et d'abord pour l'emploi.

Nous savons bien, bien sûr, que les emplois en France viendront de la croissance et nous veillons à entourer cette croissance pour qu'elle arrive avec force à partir de 1998.

Nous savons bien que ces emplois passeront par les nouveaux produits, les nouvelles techniques, les nouveaux procédés, les nouvelles technologies et nous allons nous inscrire directement, à partir des différents ministères, dans

cet effort de modernisation.

Nous savons bien que les emplois naîtront aussi d'une autre attitude de l'Europe. J'ai répété déjà à plusieurs reprises que cela avait été un choix collectif des Européens, en tout cas des gouvernements européens, que de laisser l'Europe, qui dans les années soixante et soixante-dix avait été une des plus fortes zones de croissance, s'engourdir, se paralyser, être menacée par la langueur.

Les choix collectifs de politique économique qui ont été faits par les gouvernements dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix n'ont pas mis l'objectif de la croissance de l'emploi au premier rang et c'est ce que nous nous efforçons de modifier.

Mais, en même temps que nous agissons pour la croissance, que nous agissons en Europe, que nous développerons les nouvelles technologies, nous savons aussi qu'il est nécessaire, dès maintenant, d'introduire une dimension volontariste dans notre action, qu'elle soit immédiate et concrète avec les employeurs, ou qu'elle soit progressive, négociée, ayant un caractère presque de perspective de civilisation avec les 35 heures.

La droite veut caricaturer les emplois jeunes. Elle essaye, à l'Assemblée nationale, de nous dire qu'il s'agirait de créer des postes de fonctionnaires... Mais moi, j'ai entendu que l'on rendait compte de l'arrivée des premiers emplois jeunes, des premières jeunes filles, des premiers jeunes gens dans un certain nombre d'écoles (notamment, je crois, dans la région PACA) et quand j'entendais les récits de ces enfants qui disaient : « Tiens, ce matin, il y a des grands qui sont arrivés à l'école, ils vont nous aider à réviser nos leçons, ils vont nous aider à faire nos devoirs, ils vont être auprès de nous », je pensais au contraire qu'au lieu d'être une démarche bureaucratique et technocratique, ce mouvement des emplois jeunes était une façon de créer un mouvement social, était une façon volontariste, effectivement, à travers des milliers, des dizaines de milliers, puis des centaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes retrouvant une dignité, retrouvant un travail, mais apportant aussi leur créativité, leur énergie, leur esprit novateur de jeunes, était une façon de faire bouger des choses dans l'ensemble de la société française. (*Applaudissements*)

Et qu'un gouvernement puisse être à l'initiative, avec les relais locaux, d'un vrai mouvement dans la société, oui, c'est quelque chose dont je suis fier. (*Vifs applaudissements*)

Oui, nous allons avancer vers les 35 heures.

Avant-hier, à Luxembourg, dans un pays ami mais néanmoins étranger, j'ai entendu, ou plutôt j'ai lu dans un texte qu'un haut responsable politique avait, distribuant vers minuit un texte à la presse, suggéré, puis nié, que cela pourrait relever (les emplois-jeunes et les 35 heures, parce que l'allusion était transparente, à tel point que cela avait provoqué le grand titre d'un journal qui ne se trompe pas... qui ne peut pas se tromper) du « mirage des expérimentations hasardeuses ».

Vous savez que ma règle est de ne jamais m'exprimer sur la vie politique de mon pays à l'étranger. (*Applaudissements*)

Mais nous sommes en France ! (*Rires*)

Vous savez que, depuis six mois, je n'ai émis aucune critique (aucune critique) sur l'autre tête de l'exécutif. À vrai dire, je travaille plus que je commente... (*Rires et très vifs applaudissements*)

Mais ne pas critiquer ne signifie quand même pas laisser toute critique sans réponse, sinon, dans le jeu politique, ce serait inéquitable et peut-être même que certains d'entre vous se diraient : « Mais ce Lionel, on nous l'a changé ! Il est empesé, engourdi, confit... (*Rires*)... », ce qui est normal pour ma région, bien sûr ! (*Rires et applaudissements*)

Alors, je voudrais dire d'abord que s'il s'agit d'emploi (des 35 heures ou des emplois jeunes), il ne s'agit pas là d'expérimentations hasardeuses mais de prise de risque fructueuse ; ceux qui en bénéficieront le savent et les Français le savent aussi. (*Très vifs applaudissements*)

Et puis, j'ajouterai que les expérimentations hasardeuses n'existent pas qu'en économie... (*Rires*)

Il arrive parfois qu'elles se produisent en politique ! (*Rires et très vifs applaudissements*)

Il me souvient d'une expérimentation hasardeuse qui a débuté le 21 avril 1997... (*Applaudissements*)... en matière électorale, à propos d'une dissolution... Quand le mirage s'est dissipé, le 1er juin suivant, nous avons trouvé une majorité de gauche à l'Assemblée nationale ! (*Applaudissements*)

Comme quoi le hasard fait parfois bien les choses !

Quant aux expérimentateurs, ils ne sont pas forcément là où on les croit. (*Applaudissements*)

Mais je reviens à mon propos. Oui, nous voulons réhabiliter la politique, la volonté politique. Oui, nous voulons restaurer l'idée de réforme, dévoyée par la droite. Oui, nous voulons faire bouger la société. Nous voulons rappeler qu'un gouvernement de gauche n'est pas là pour renforcer les puissants mais pour égaliser les chances. Que le pouvoir politique ne soit plus, en France, superposé au pouvoir économique, est un facteur d'équilibre pour notre pays ; c'est en tout cas de la vocation de la gauche et il faut que certains l'acceptent !
(Applaudissements)

Mais cette rupture avec l'orthodoxie, avec la passivité, nous ne la faisons pas en niant les réalités économiques.

Notre budget respecte les 3% et nous serons éligibles à l'Euro. Aurait-il fallu être les seuls en Europe à ne pas savoir, pire, à ne pas vouloir le faire ? Bien sûr que non et ce n'est pas ce que nous avons décidé.

Nous avons l'intention de maîtriser les dépenses sociales, comme je l'indiquais il y a un instant. Nous cherchons naturellement à armer notre pays dans la bataille économique mondiale, mais nous pensons que ce n'est pas en opposant l'économique et le social, en voulant bâtir l'économique contre le social, que l'on fait avancer un pays. C'est la marque des socialistes, c'est là le sens de l'alternance, c'est aussi l'espérance des Français. Nous nous efforcerons d'y répondre. *(Applaudissements)*

Nous avons redonné à la gauche sa fierté d'être ensemble et son envie d'agir.

J'ai lu quelque part qu'avec ce congrès s'engageait, paraît-il, un nouveau cycle (c'est possible), mais en rupture avec celui qui s'était ouvert à Épinay en 1971. Cela, je ne le crois pas.

Bien sûr, beaucoup de choses ont changé depuis 1971 dans la réalité comme dans nos têtes, et il faut bien en tenir compte.

Mais à beaucoup d'égards, si vous y réfléchissez, si vous regardez ce que nous faisons, et notamment ce que je fais, vous verrez qu'il s'agit plutôt d'un retour aux sources avec l'action que nous menons. J'en donnerai trois exemples.

En politique, c'est le retour revisité, renouvelé, mais c'est en tout cas le retour à l'union de la gauche perdue depuis 1984 et négligée en 1988 au prix de quelques illusions centristes. *(Applaudissements)*

Dans le social, c'est la démarche des 35 heures, reprise là où elle avait été

laissée en 1982.

Dans l'économie, c'est une volonté de justice fiscale et un pari sur la croissance, alors que, dans les dernières années, notre gouvernement parlait plutôt de modernisation des marchés financiers ou de Franc fort.

Jean-Luc Mélenchon disait, dans son intervention, qu'à Bordeaux, son courant avait deux grandes revendications : une stratégie et une majorité Rose-Rouge-Verte, et les 35 heures sans diminution de salaire. Je devrais, à mon sens, être fait membre d'honneur de la Gauche socialiste ! *(Rires et applaudissements)*

Oui, je l'ai dit, je suis fier d'avoir des communistes dans mon gouvernement, fier d'y avoir la gauche rassemblée et diverse, heureux d'avoir vu hier ici Jean-Luc Benhamias, Yves Cochet, Jean-Michel Baylet, Georges Sarre et Robert Hue bien sûr, pour la première fois présent dans notre congrès.

Je n'ai pas révisé mes positions sur le stalinisme ; elles datent de mes engagements de jeunesse ; je l'ai à chaque étape condamné. Mais je ne veux pas ressasser l'histoire, je veux en tirer des leçons pour demain.

Je ne veux pas laisser noircir les communistes d'aujourd'hui quand l'objectif est de blanchir le Front national pour les alliances de demain. *(Vifs applaudissements)*

Je veux, avec toute la gauche, me projeter dans l'avenir sans oublier les brûlures du passé.

Quant à l'Assemblée, et François y a fait allusion tout à l'heure avec son brio et son humour habituel, je vois notre majorité contre la droite écouter, rire ou s'enflammer, avec Jean-Claude Gayssot, Marie-George Buffet, Dominique Voynet, Jean-Pierre Chevènement, Émile Zuccarelli, comme avec Martine, Dominique, Élisabeth et Claude qui a fait un tabac devant vous. Comment fait-il pour s'exprimer pour la première fois dans un congrès et se faire applaudir à ce point ? Cela doit être une alchimie de scientifique. Moi, la première fois que j'ai parlé, je peux vous dire que c'était beaucoup plus confidentiel.... *(Rires)*

Remarquez, la dernière aussi !

Alors, ensemble, qu'allons-nous faire ?

Continuer !

Il n'y aura pas de pause car nous nous efforçons de conduire notre action de

façon maîtrisée, car j'ai toujours dit que ce qui m'intéressait, ce n'était pas les cent premiers jours, et nous les avons déjà doublés ou presque, mais c'était la continuité de l'action, c'était les années pendant lesquelles nous agirions.

Je ne veux pas un rythme syncopé, même si bien sûr les choses n'avancent jamais de façon linéaire. Je ne veux pas des enthousiasmes du début et puis la passivité, le renoncement. Non, je souhaite qu'ensemble nous avancions autant que possible de façon maîtrisée.

Ce congrès se tient ces jours-ci parce que c'était son heure, trois ans après le précédent.

Ce congrès tombe bien parce qu'il permettra à une équipe renouvelée, à un nouveau Premier secrétaire d'accompagner les pas d'un gouvernement presque neuf, mais nous n'avons que six mois de travail, nous sommes à peine engagés dans la mise en oeuvre de notre programme, plein de chantiers sont en cours, nous avons des projets en tête.

Nous allons donc tout simplement poursuivre notre action pour reconstruire de nouvelles solidarités :

La loi sur la pauvreté - parce qu'il ne s'agit pas seulement d'exclusion, il s'agit de pauvreté et de grande pauvreté, il faut appeler les choses par leur nom et non par des termes qui tempèrent la réalité sordide - la redéfinition d'une politique de la ville, la relance de l'aménagement du territoire, des réformes pour la fiscalité locale et la fiscalité du patrimoine qui seront au menu de l'année prochaine, des mesures de solidarité entre génération et entre famille, et puis toujours la priorité à l'emploi. Oui, ainsi nous allons reconstruire de nouvelles solidarités dans notre pays.

Nous allons poursuivre notre action pour refonder le pacte républicain. Il s'agit là de l'impartialité dans l'action de l'État, de la réforme de la justice pour qu'elle soit indépendante du pouvoir politique, mais attentive aux besoins, aux désirs et aux attentes des concitoyens.

Il s'agit là de la réduction du cumul des mandats, et je sais maintenant que l'opposition, toute l'opposition, depuis le bas jusqu'en haut, est particulièrement frileuse sur ce sujet.

Nous verrons bien donc comment trouver un chemin, mais on connaît nos ambitions, et si nous devons les borner, c'est tout simplement parce que certains nous auraient empêchés de le faire puisque vous savez qu'il y a des contraintes particulières au Parlement ou hors du Parlement pour faire passer

des projets sur ce sujet.

La clarté mise dans les écoutes téléphoniques et dans le secret défense, l'accent mis sur la sécurité dans les quartiers populaires accompagnés d'une déontologie policière, l'apaisement mis dans les rapports des Français à l'immigration, une vie parlementaire active et que l'opposition nous rend, il faut bien le dire, plutôt attrayante, une place croissante des femmes dans la vie de la cité et l'engagement du mouvement vers la parité, voilà ce qui doit réhabiliter pour nos concitoyens, l'espace public et l'action politique. (*Applaudissements*)

Nous allons poursuivre notre action pour rééquilibrer l'Europe. Je n'ai pas voulu, et le gouvernement qui en a débattu n'a pas voulu, en juin, quelques jours après notre arrivée, d'une crise qui, en Europe, nous aurait laissés défaits, isolés et impuissants.

Je n'ai pas vu, dans les interventions intéressantes qui ont été faites hier, notamment par des camarades de la Gauche socialiste, autre chose que des déclarations très générales, intéressantes, avec lesquelles nous n'étions pas forcément en désaccord mais qui ne permettaient pas de dégager une pratique que nous pourrions conduire effectivement dans nos rapports avec d'autres gouvernements souverains.

Nous n'avons pas voulu d'une crise mais nous avons proposé, d'entrée de jeu, des démarches et trouvé des appuis pour amorcer un rééquilibrage de l'Europe. Faisons vivre nos idées en France et en Europe. Cela ne veut pas dire imposons nos oukases. Nous n'avons pas la volonté de faire la leçon aux autres peuples, et nous n'avons pas le pouvoir d'imposer nos diktats ou nos idées ou même nos préférences au gouvernement européen rassemblé en Conseil.

Prenons les quatre conditions dont on parlait.

Sauf à considérer que ces conditions pour l'Euro étaient des conditions prétextes, c'est-à-dire en réalité non pas des pas en avant qu'on voulait faire sur des perspectives qui nous rassemblaient mais des obstacles que l'on voulait mettre à l'engagement de la France, mais si l'on prend ces conditions, non pas comme des conditions prétextes mais comme des conditions de la réussite même de l'Euro à nos yeux, et d'ailleurs pour l'Europe, qui ne voit que nous avons avancé et parfois plus vite que nous ne le pensions depuis six mois ?

Nous disions un Euro non surévalué et disons que nous n'y sommes pour pas grand-chose, c'est vrai, sauf pour ce qui concerne notre action en France, quand l'évolution du Dollar a été faite dans le sens de cette première condition.

Nous disions que les pays du sud de l'Europe, et notamment l'Italie, l'Espagne, doivent être dans la monnaie unique, dès le départ, parce que cette monnaie unique ne doit pas regrouper un petit noyau dur de pays du nord, mais doit rassembler, s'il était, une vraie exigence, un vrai intérêt de l'ensemble des pays de l'Europe et notamment les grands pays de l'Europe, et c'est vers cette perspective que nous allons, notamment grâce à l'action de la diplomatie française depuis six mois aux côtés par exemple de nos amis Italiens.

Nous disons un gouvernement économique mais là encore, mes chers camarades, il faut s'entendre et je ne voudrais pas que ceux qui sont devenus des adeptes du gouvernement économique se mettent en contradiction avec eux-mêmes.

Pour moi le gouvernement économique, le Conseil de l'Euro, c'est une instance dans laquelle, au-delà de la Banque centrale, dont le rôle n'est pas de dicter une politique dans tous les sens de la politique économique, mais c'est une caricature, mais de gérer la monnaie en quelque sorte.

Le Conseil de l'Euro, pour moi, est une instance dans laquelle les gouvernements légitimes représentent des peuples, discutent de l'investissement, discutent des politiques budgétaires, discutent des objectifs de croissance, discutent de politique sociale, donc discutent dans l'ensemble des champs de la politique économique.

Mais ce n'est pas un gouvernement économique au sens où cette instance pourrait dicter à la France sa politique économique.

Je ne veux pas qu'un gouvernement économique de l'Europe dicte à la France sa politique économique, je souhaite que nous participions souverainement à l'élaboration d'une politique économique cohérente et consciente en Europe, à trop vouloir prouver, parfois on se trouve pris dans des contradictions.
(Applaudissements)

Alors le pacte de stabilité et de croissance, nul doute que nous sommes loin du compte. Il n'a pas dépendu de nous que nous arrivions cinq jours après une décision prise mais qui ne voit que ce chapitre sur l'emploi dans le traité d'Amsterdam, même insuffisant, que cet accent insuffisant mis à Luxembourg sur les problèmes de la croissance, que ces premiers engagements pris au niveau communautaire mais aussi au niveau national, que cette intention de suivi régulier des politiques de l'emploi, que cette obligation de rendre compte de ce que nous faisons dans ces sommets sur l'Emploi, qui se tiendront une fois par an désormais, sont pour la première fois mis à l'ordre du jour d'un sommet européen. En novembre de cette année, alors que depuis vingt-cinq ans sans

doute, jamais l'emploi n'avait été mis à l'ordre du jour d'un sommet européen en tant que tel, nous sommes parvenus à ce qu'il en soit ainsi.

Naturellement ce n'est pas une fin en soi mais tous ceux qui connaissent les mécanismes de l'Europe, savent aussi que c'est le début d'une démarche qui va permettre de rééquilibrer les objectifs de politique économique de l'Europe et face aux critères de Maastricht, désormais de poser des objectifs de Luxembourg. (*Applaudissements*)

Bientôt, et quand on dit bientôt, cela prendra plusieurs années, soyons-en assurés, l'élargissement mettra fin à la césure historique du continent et cet élargissement, c'est vrai, sonnera comme un défi.

Je dis ici ce que nous disons devant les Européens depuis le départ. Il nous faudra réformer des institutions européennes avant de procéder à l'élargissement. Nous n'avons pas l'intention de nous retrouver dans une Europe ingouvernable. Le traité d'Amsterdam ne peut en rien nous satisfaire et nous le ferons évoluer, et la réforme institutionnelle sera, pour nous, un préalable à l'élargissement, élargissement que par ailleurs nous acceptons. (*Applaudissements*)

Mais l'élargissement de l'Europe, quand on y réfléchit bien, ce n'est pas simplement le phénomène de l'adhésion d'un certain nombre de pays à l'Union européenne. C'est aussi l'élargissement de la perspective de l'Europe, et de sa capacité à agir dans les arènes internationales.

Un fait vient de se produire, les États-Unis qui sont, on le sait, quand même tentés depuis quelques années par l'hégémonisme, sous peine de se retrouver isolés, ont dû infléchir la position qu'ils avaient adoptée face à la crise irakienne, sous l'influence directe et coordonnée de la France, de la Grande-Bretagne, et de la Russie.

Et, en nous nous efforçant, sans céder à l'Irak, et à son rejet inacceptable des résolutions de l'ONU, visant à éviter que ce pays se dote à nouveau d'un potentiel destructif sur le plan nucléaire chimique, ou bactériologique, sans céder aux exigences de l'Irak, nous sommes passés du risque d'un conflit, de la menace d'avoir à frapper encore un peuple déjà martyrisé, à la possibilité d'une solution diplomatique, parce que nous avons dit et cela nous apparaissait comme une conduite rationnelle, que pour faire bouger l'Irak aujourd'hui dans cette crise, au moins fallait-il lui ouvrir la perspective d'une évolution de sa situation s'il remplissait les conditions de l'ONU.

Je pense que si cette démarche aboutit positivement, comme je l'espère, ce sera

un beau succès pour l'Europe, pour sa capacité d'influence et tout simplement pour la raison. (*Applaudissements*)

Nous voulons continuer à agir pour rééquilibrer l'Europe. Nous voulons aussi donner un visage humain à la modernité.

Au prochain congrès, nous sommes plusieurs à l'avoir dit, et tous à l'avoir pensé, nous serons dans l'autre siècle. Nous voulons une société ouverte, et non une société close, nous voulons une société mobile mais nous ne voulons pas une société sauvage.

L'acceptation de la mondialisation qui est la nôtre, ce n'est pas la renonciation à l'identité nationale.

La connaissance des réseaux qui se développent à l'échelle du monde, ce n'est pas la méconnaissance ou la négation de la volonté populaire et par-là même de la démocratie.

L'accueil des technologies, ce n'est pas l'oubli des valeurs mais c'est un progrès qui doit être mis au service de l'homme, au service de tous les hommes et de toutes les femmes, à l'échelle de la planète.

Le socialisme du XXI^e siècle, mes chers camarades, sera vivant s'il sait réaliser ces synthèses ; dans ce travail de synthèse, d'anticipation de l'avenir, le rôle du Parti socialiste, votre rôle sera irremplaçable.

Au gouvernement, nous serons dans l'action, le quotidien souvent nous prendra à la gorge, même si nous nous efforcerons, nous aussi, de penser le futur, mais nous aurons besoin de vous, d'un parti vivant, d'un parti stimulant, d'un parti amical, pour nous aider à y voir clair, pour débroussailler des dossiers difficiles qui concernent la société française et son avenir.

Je me réjouis de savoir que François Hollande a proposé ce matin que vous travailliez dans cinq grandes conventions sur l'éducation, la solidarité, le service public, l'aménagement du territoire, et la nation dans l'Europe.

Mes chers camarades, je ne vais pas reprendre les éléments que François a donnés sur les relations entre le parti et le gouvernement, quand nous sommes au pouvoir. C'est un vieux thème, nous l'avons théorisé et pratiqué. Nous l'avons éprouvé ce lien et nous l'avons parfois distendu à l'excès. Ce lien qui nous unit, vous ne le trouverez ni dans la subordination du parti au pouvoir, ni dans l'injonction du parti au gouvernement. Vous le trouverez dans la cohérence politique de deux forces distinctes.

Nous débattons dans le gouvernement parce que la majorité est plurielle, mais aussi tout simplement parce que c'est le « b-a-ba » oublié parfois de la démocratie. Nous préparons avec le premier secrétaire délégué, les présidents des groupes à l'Assemblée nationale, et au Sénat, Claude Estier, Jean-Marc Ayrault, avec le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, avec les autres responsables du parti des grandes commissions qui structurent et rythment la vie parlementaire, nous préparons les principales décisions parce que nous émanons de vous et que le Parti socialiste est la force centrale du rassemblement des forces de progrès.

Notre parti a, au cours de ces dernières années, à travers un certain nombre d'épreuves, grandi, je crois, en maturité et en expérience.

Il a acquis une modestie de ton et de forme qui lui permet sans doute, tout en étant au pouvoir, de se mouvoir dans de nombreux mouvements sociaux.

Vous devez sans doute pousser plus loin sa féminisation, son rajeunissement, en un mot, son renouvellement.

François Hollande, si les militants le choisissent, ce qui n'est pas impossible, conduira ce changement. En 1988, quittant une première fois ma charge de premier secrétaire, on m'avait reproché de n'avoir pas prévu ma succession, j'avais cru que je n'avais pas à le faire. Alors, cette fois, pour ne pas encourir une deuxième fois ce reproche, j'ai fait une proposition claire au conseil national, qui m'a provisoirement suivi, celle d'un homme amical, mais indépendant de moi, d'un homme que l'on dit sans courant, mais qui sera sans doute l'élu de tous les militants, celle d'un homme qui a le talent pour imposer sa marque, son style, sa volonté ronde et ses idées carrées ! (*Rires*)

Celle d'un homme qui aura une équipe renouvelée et talentueuse avec lui, les Alain Claeys, Jean-Christophe Cambadélis et tous les autres, les jeunes hommes, les jeunes femmes qui sont déjà dans la direction du parti et qui le rejoindront sans doute dans la direction du parti, même si vous vous en doutez, je ne m'en mêlerai point.

Regardez déjà comment dans ces six mois de transmission, la charge de la responsabilité du Parti socialiste est passée sans effort apparent, presque naturellement, de mes épaules sur les siennes pendant que nous marchions de concert.

Regardez comme il a déjà commencé à m'effacer de votre souvenir, au moins comme premier secrétaire ! (*Rires*)

Débattez mes chers camarades, autant qu'il est nécessaire pour animer le présent, et éclairer l'avenir. Restez fraternels, restez rassemblés. Moi, cet après-midi, ou cette fin de matinée, je passe le témoin avec nostalgie, avec bonheur, avec espoir.

Dans ma responsabilité nouvelle, vous le savez, je suis avec vous ! (*Vifs applaudissements et l'assemblée debout écoute l'hymne national*)